
LE POINT DU JOUR,

O U

*RÉSULTAT de ce qui s'est passé la veille
à l'Assemblée Nationale.*

N^o. CLVIII.

Du Samedi 12 Décembre 1789.

Séance de Jeudi soir.

On se rappelle que M. Hébrard avoit fait, le 4 décembre, un rapport du comité relatif aux subsistances pour la ville de Lyon & la province de Champagne; on a proposé d'adopter les articles qui avoient été lus.

M. Dubois de Crancei a répété dans cette occasion ce qu'il avoit déjà dit touchant l'exportation des grains, qui se faisoit par Charleville avec l'impunité la plus révoltante; que la Champagne avoit vu sortir, depuis le mois d'août dernier, cent trois mille quartels de grain, & que Charleville n'en avoit conservé que six mille, ainsi qu'un procès-verbal de la municipalité le constate. Il a ajouté que le cordon de troupes placé sur ces frontières, ne veilloit point aux exportations qui se faisoient dans le Luxembourg; qu'enfin toutes les villes voisines étoient comme dans un état de guerre par rapport aux subsistances, & qu'il pourroit en résulter des événemens fâcheux.

Ces faits ont été attestés par un député de Charleville admis à la barre.

Tome V.

H

L'assemblée, après quelques débats, a renvoyé cette affaire au comité, pour y être rédigé un décret général relatif aux besoins urgents des subsistances.

On s'est occupé ensuite d'une affaire relative à l'emprisonnement de M. Baudri de la Richardière, habitant aux Sables d'Olonne. D'après le rapport du comité des recherches, il paroissoit que M. de la Richardière étoit accusé d'avoir tenu quelques propos contre la cocarde nationale & contre le héros de l'Amérique, qui est devenu celui de la France; & qu'il avoit donné des approbations à la conduite atroce du Prince de Lambesc dans le jardin des Thuilleries. Il avoit ajouté encore que si cet officier en eût fait davantage, il auroit arrêté les attroupemens, & que s'il arrivoit des troupes dans les Sables d'Olonne, il se mettroit à leur tête contre les citoyens.

Mais les faits de cette accusation étoient contestés par M. de la Richardière, quoique deux témoins en eussent déposé. Il avoit au surplus que le prince de Lambesc avoit écrit à des personnes de distinction que dans l'affaire des Thuilleries, il avoit modifié les ordres qu'il avoit reçus.

De pareils propos ont engagé les officiers municipaux des Sables d'Olonne à mander le sieur de la Richardière pour lui enjoindre d'être plus circonspect à l'avenir. Ce jugement ayant paru insuffisant à la garde nationale, qui la première s'étoit plainte des propos du sieur de la Richardière, celle-ci l'a constitué prisonnier; mais comme rien ne peut justifier un acte aussi illégal & aussi contraire à la liberté civile, le rapporteur a conclu à l'élargissement du prisonnier, en énonçant dans le décret que la garde nationale n'avoit pas eu le droit de l'emprisonner.

M. du Fraissé a développé les motifs de cet arrêté, en y ajoutant quelques nouveaux termes d'improbation. Il n'est personne qui soit tenté de justifier la voie de fait de

la garde nationale ; mais falloit-il improuver par un décret ? M. Chassey ne le pensoit pas dans l'arrêté qu'il a proposé , & qui a été adopté. Il porte que M. le président se retirera devers le roi , pour faire ordonner l'élargissement du sieur Baudri , & que les pièces relatives à ce qui concerne le prince de Lambesc , seront remises au procureur du roi au châtelet , pour prendre telles conclusions qu'il avisera.

Séance d'hier.

Les communes de Saint-Giron & Couferans demandent la formation du département dans leur pays.

Plusieurs citoyens de la ville de Castellane en Provence ont envoyé une adresse pour se plaindre contre le chef de la municipalité.

La ville du Mur de Barrés annonce qu'elle a pris les mesures les plus propres pour arrêter la dégradation commise par les corps religieux , prieurs & curés du canton.

La communauté de Maxilli-sur-Saône fait don de 300 livres.

Les officiers municipaux & notables de la ville de Charlieu , quoique supprimés par un décret de l'assemblée nationale , adhèrent à tous ses décrets au péril de leur vie.

Adresse très-énergique d'admiration , de reconnoissance & de dévouement de la part des officiers municipaux de la ville d'Amiens.

Plusieurs communautés de la Gascogne demandent des armes pour leur milice bourgeoise ; & d'autres , la conservation de leurs sièges royaux , ou d'être les chefs-lieux des départemens ou des districts , telles que la ville d'Arci-sur-Aube , & de Saleres en Auvergne.

Enfin , la ville d'Huningue a envoyé un supplément à ce qu'on appelloit le cahier des doléances.

La lecture du procès-verbal relatif à l'affaire de Toulon a excité quelques débats. Les uns vouloient qu'il y fût fait une mention détaillée des faits & pièces envoyées de Toulon. M. Malouet a été un de ceux qui s'est le plus élevé contre la rédaction ; mais M. d'Estourmel a proposé de retrancher tous les détails dans le procès-verbal actuel, & de les renvoyer au moment où les instructions demandées seront revenues de Toulon. Il a été rendu un décret conforme à cette motion.

M. le président a annoncé que, sur la démission de M. de la Basside, les pouvoirs de dom Gerla, *chartreux*, avoient été trouvés valables, & le cénobite a pris place parmi les législateurs ; il va trouver sans doute un grand contraste entre le profond silence du cloître, & les agitations bruyantes d'une grande assemblée.

Deux députés de la communauté de Montigni, en Franche-Comté, ont présenté le don qu'elle fait d'une somme de 20 mille livres sur le produit d'une futaie de 60 mille livres, dont elle demande la vente depuis long-temps au conseil.

M. le président a dit que cette demande étoit de nature à être renvoyée à l'administration du département, & que la coupe d'une futaie, étant une véritable aliénation, ne pouvoit être autorisée par l'assemblée ; mais qu'on devoit en délibérer dans un comité.

L'ordre du jour étoit pour les finances ; mais le rapport du comité n'étant pas prêt, on a passé à d'autres objets.

M. l'abbé de Bonneval a demandé la parole, pour se plaindre d'une énonciation inexacte d'un décret dans le journal de Paris. Cette réclamation, peu digne des grands intérêts dont l'assemblée s'occupe, a excité des murmures ; M. Bouche a dit que l'assemblée n'étoit ni un tri-

bunal de police , ni de librairie , & qu'ainsi il falloit traiter d'autres objets ; les deux parties de l'assemblée étoient bien opposées sur ce point , & M. de la Galissonnière a long-temps insisté pour que M. l'abbé de Bonneval fût entendu ; mais ce dernier a mieux jugé l'esprit de l'assemblée & s'est retiré de la tribune.

Le comité des domaines , qui depuis plusieurs jours devoit présenter un projet de décret pour la conservation des bois , a obtenu la préférence.

M. Barrère de Vieuzac , chargé par le comité de ce projet de décret , a dit : « La dévastation des bois est portée à son comble dans toutes les parties du royaume. Ces précieuses ressources de la marine , des constructions , des ateliers , des manufactures & de tous les arts nécessaires , sont presque anéanties ; & cependant on se plaint depuis long-temps en France de la disette des bois. Je ne vous retracerai pas le tableau des dévastations commises jour & nuit dans toutes les forêts du royaume , & des dénonciations faites au comité par l'administration des eaux & forêts , par la maîtrise de Paris ; Le grand maître de ce département porte à une somme effrayante , les bois dévastés ou abattus à huit lieues de rayon de la capitale ; les forêts de Vincennes & de Saint-Germain sont dévastées sous vos yeux. Le bois de Boulogne a été sur-tout la proie d'une troupe de brigands , dont les milices parisiennes ont arrêté le désordre. Que doit-ce être dans les lieux éloignés de la surveillance des tribunaux , dans les frontières & dans les montagnes ? Les dégats en ce genre excèdent déjà une masse plus considérable de bois que plusieurs générations d'hommes n'auroient pu en consommer. Le comité des domaines a cru instant de s'occuper de cet objet important. »

M. Barrère de Vieuzac a lu ensuite le projet de décret

qui a été d'abord mis à la discussion, après que M. de Menou, un des secrétaires, a fait lecture d'un mémoire de la commune de Paris, & d'une dénonciation qui lui avoit été faite par la maîtrise, relativement aux dégats commis dans les bois.

M. l'abbé Grégoire & M. de Praslin desiroient qu'on défendit expressément l'exportation des bois de la Lorraine dans la Hollande, qui les revend ensuite à la France, comme des bois venant du nord.

MM. Marneffia & d'Ortan réclamoient la responsabilité des communautés pour les délits commis dans leur territoire; mais le comité avoit pensé qu'il suffisoit de rendre les municipalités responsables, si elles refusoient le secours de surveillance, & *la main-forte*.

MM. Destournel, de Mirepoix, Mougins de Roquefort & Lanjuinais, ont parlé sur cet objet.

M. Gourdan a agité la question de la restitution des bois qui peuvent avoir été usurpés, & en demandoit l'ajournement.

M. Martin, membre du comité des droits féodaux, vouloit lire un plan de travail, relatif aux bois & à la chasse; mais les observations de MM. Merlin & Goupille de Préfeld ont éloigné cet objet, dont la liaison n'étoit pas évidente avec l'objet proposé par le comité des domaines.

M. de la Rochefoucault a fait une observation qui avoit également échappé au comité & à l'assemblée; c'est la conservation des arbres qui, dans plusieurs provinces, bordent les chemins & les routes. M. Bonnai a insisté pour le respect dû aux propriétés publiques & particulières.

M. Tronchet a proposé de s'occuper des délits qui concernent les communautés; & qui, sous prétexte d'usage ou autres droits, donnent lieu à des voies de fait les plus répréhensibles, il a ajouté que, depuis les décrets du 4

août, que plusieurs communautés avoient mal interprétés, quelques-uns s'étoient emparés injustement, & de voie de fait, des bois qui étoient en devis ou en commun avec le seigneur. Il a cité pour exemple un bois de M. Angran, dans lequel la communauté a abattu 50 arpens; il a proposé en conséquence l'article suivant qui a été adopté, pour être joint au décret proposé par le comité; il est conçu en ces termes :

« Défend à toutes communautés d'habitans, sous prétexte de droit de propriété, d'usurpation, & sous tout autre prétexte quelconque, de se mettre en possession, par voie de fait, d'aucuns des bois, pâturages, terres vagues & vaines dont elles n'auroient point la possession réelle le 4 août dernier, sauf à elles à se pourvoir par les voies de droit contre les usurpations dont elles croiroient avoir droit de se plaindre ».

Le rapporteur ayant perfectionné la rédaction du décret, d'après de nouvelles observations, a fait une seconde lecture des articles qui ont été mis successivement aux voix.

Avant de décréter le premier article, M. Roussillon, & autres députés des provinces des Pyrénées, ont réclamé le maintien de leurs usages, peu conformes à l'ordonnance des eaux & forêts; ce qui a été exprimé par la fin de l'article. Le second avoit été déjà décrété sur la motion de M. Tronchet.

Le troisième a donné lieu à quelques observations de M. Hecreau qui, malgré son humanité, s'est plaint de la douceur des loix pénales portées par l'ordonnance des eaux & forêts. « Un particulier, selon cette loi, disoit-il, peut couper le plus gros chêne ou le plus bel orme, & ce délit n'est puni que par une amende de cinq livres. Il ne demande pas des peines corporelles, mais des peines pécuniaires plus fortes. »

M. Hecstau a été bientôt réfuté ; & l'on a vu avec intérêt un jeune magistrat, s'élevant avec force contre la rigueur des loix pénales en cette matière : « elles sont si disproportionnées, disoit M. de Saint-Fargeau, que les cours se sont toujours maintenues dans l'usage de les diminuer considérablement dans presque tous les cas. Ces loix pénales furent faites dans un temps où les droits des citoyens étoient bien moins appréciés qu'aujourd'hui, & l'on voudroit encore en augmenter la rigueur ! Les circonstances actuelles sont sans doute les seuls obstacles qui nous empêchent de les adoucir. Je conclus à l'admission de l'article. »

M. de Mirabeau a fait sentir l'injustice de plusieurs dispositions pénales de l'ordonnance de 1669. « Nous ne commencerons pas sans doute la réformation de notre code pénal, a-t-il dit, par des balivaux ; & s'il falloit nous en occuper, ce seroit pour les rendre moins disproportionnés & moins injustes, que nous traiterions cet objet ; ainsi la proposition d'augmenter les peines ne peut qu'être rejetée. En effet, il a été décrété, conformément au vœu du comité.

Le quatrième article a excité quelques réclamations à cause de la *perquisition* des bois coupés en délit.

M. Dupont de Bigorre s'opposoit à ce que la perquisition fût permise ; mais on a répondu qu'il étoit fort inutile de défendre & de punir des délits des bois, si l'on vouloit en empêcher la perquisition ; alors M. Bouche a demandé qu'elle se fit en présence d'un officier municipal ; un autre vouloit que l'assistance de l'officier leur pût être refusée ; ces deux derniers amendemens ont été adoptés. La perquisition a été conservée, & l'article a été décrété tel qu'il est énoncé.

Les articles 5 & 6 ont été adoptés sans réclamation. Voici le décret en entier :

« L'assemblée nationale considérant qu'il importe non-seulement à l'état, mais à tous les habitans du royaume,

de veiller à la conservation, & de maintenir le respect dû à toutes les propriétés, & notamment à celle des bois, objet de premier besoin; avertie par l'administration des eaux & forêts, des délits multipliés qui se commettent jour & nuit, par des particuliers, & même avec armes & par attroupement, soit dans les forêts royales, soit dans les bois des ecclésiastiques, des communautés d'habitans & de tous les particuliers du royaume, ainsi que sur les arbres plantés sur les bords des chemins; justement effrayée des suites funestes que de tels délits doivent nécessairement entraîner pour la génération actuelle & pour celle à venir: par la disette des bois que des siècles peuvent à peine régénérer;

A décrété & décrète : « 1°. Que lesdites forêts, bois & arbres sont mis sous la sauve-garde de la nation, de la loi, du roi, des tribunaux, des assemblées administratives, municipalités, communes & gardes nationales, que l'assemblée déclare expressément conservateurs desdits objets, sans préjudice des titres, droits & usages des communautés & des particuliers, ainsi que des dispositions des ordonnances sur le fait des eaux & forêts.

» 2°. Défend à toutes communautés d'habitans, sous prétexte de droit de propriété, d'usurpation, & sous tout autre prétexte quelconque, de se mettre en possession, par voie de fait, d'aucuns des bois, pâturages, terres vagues & vaines, dont elles n'auroient point la possession réelle au 4 août dernier, sauf auxdites communautés à se pourvoir par les voies de droit contre les usurpations dont elles croiroient avoir droit de se plaindre.

» 3°. Décrète que toutes coupes, dégâts, vols & délits commis dans lesdits bois & forêts, sur les arbres des chemins & lieux publics, seront poursuivis contre les prévenus, & punis sur les coupables des peines portées par

l'ordonnance des eaux & forêts & autres loix du royaume.

» 4°. Défend à toutes personnes le débit, la vente & l'achat *en fraude* des bois coupés en délit, sous peine, contre les vendeurs & acheteurs *fraudeux*, d'être poursuivis selon la rigueur des ordonnances ; décrète que par les gardes des bois, maréchauffées & huissiers sur ce requis, la saisie desdits bois coupés en délit sera faite ; mais la perquisition desdits bois ne pourra l'être qu'en présence d'un officier municipal qui ne pourra s'y refuser.

» 5°. Enjoint au *ministère public* de poursuivre les délits ; autorise en conséquence les maîtrises des eaux & forêts & tous autres juges compétens, à se faire prêter main-forte pour l'exécution de leurs ordonnances, jugemens & saisies, par les municipalités, gardes nationales & autres troupes, pour arrêter, désarmer & repousser les délinquans dans lesdites forêts & bois, à peine, en cas de refus desdites municipalités requises, d'en répondre en leur propre & privé nom.

» 6°. Autorise tous lesdits juges & municipalités, de faire constituer prisonniers tous ceux qui seront trouvés *en flagrant délit*, tant de jour que de nuit.

» 7°. Décrète enfin que le présent décret sera présenté incessamment à la sanction du roi, & qu'il sera supplié de donner les ordres les plus prompts pour son exécution dans toute l'étendue du royaume ; qu'à cet effet, il sera envoyé dans tous les tribunaux ordinaires, maîtrises des eaux & forêts & municipalités, & qu'il sera lu au prône de toutes les paroisses, publié & affiché dans toute l'étendue du royaume, notamment dans les lieux qui avoisinent lesdites forêts & bois ».

M. Ratier, député de Saintonge, proposoit de décréter pour 1790 ce que l'assemblée avoit décrété pour les six derniers mois de 1789, c'est-à-dire, que les ci-devant

privilégiés seront imposés pour l'année 1790, par des rôles de supplément ou par une addition au rôle commun dans la même proportion que les autres contribuables ; « & comme, disoit-il, votre intention est que les sommes qui proviendront de ces impositions, tournent à la décharge de tous les contribuables, & non du trésor public, vous en disposerez de la même manière que vous avez disposé de celles qui proviendront de l'imposition pour les six derniers mois de 1789. & vous ordonnerez qu'elles seront réparties en moins imposé sur tous les contribuables de la province, ou plutôt de chaque département. Cette opération simple, claire & naturelle, leve toutes les difficultés, & fait que les privilégiés seront imposés, pour 1790, de la même manière que pour les six derniers mois de 1789. L'opération de 1789 sera la base de celle à faire pour 1790, qui consistera simplement à doubler, pour 1790, la contribution à payer pour 1789. Cette nouvelle disposition facilitera la faction des rôles. Les sommes imposées pourront se lever sans délai & sans réclamation. Les malheureux jouiront de l'espoir des remises qui leur seront faites par la répartition en moins imposé, & cette répartition sera un des plus grands travaux des assemblées administratives que vous allez organiser. »

Je propose le décret suivant :

« *L'assemblée nationale considérant* que l'article IV de son décret du 26 septembre contient des dispositions, dont l'exécution entraîneroit de grandes difficultés, consumerait un temps précieux, & nécessiteroit des délais incompatibles avec la situation critique des finances ;

» *Décète*, 1°. que, en interprétant l'article IV de son décret du 26 septembre, les ci-devant privilégiés seront imposés pour 1790, dans la même forme & les mêmes proportions que celles prescrites pour les six derniers mois

de 1789 , par l'article II dudit décret , & par son décret du 28 novembre.

» 2°. Que les sommes qui proviendront desdites impositions seront reparties en moins imposé sur tous les contribuables de chaque département , de même que celles qui proviendront des impositions pour les six derniers mois de 1789. »

MM. Dubois de Crancei , de Silléri & plusieurs autres membres ont dit que cet objet étoit déjà décrété , & qu'il n'y avoit lieu à délibérer ; d'autres ont réclamé le renvoi de l'affaire au comité des finances avant de prononcer un décret.

On est allé aux voix.

Après avoir décidé qu'il y avoit lieu à délibérer , l'affaire a été renvoyée au comité des finances pour en rendre compte incessamment.

On souscrit , à Paris , chez C U S S A C , Libraire , au Palais-Royal. N°. 7 & 8 , & chez les principaux libraires de l'Europe.

Le prix de chaque abonnement , de 30 numéros , est de 6 livres pour Paris , & de 7 liv. 10 sous franc de port dans tout le royaume. On est prié d'affranchir le port des lettres & de l'argent ; sans cette précaution les lettres ne seroient pas reçues.